

# Césir : LE GRAND DEBAT NATIONAL

Café-citoyen du BOIS PLAGE EN RE DU 16/02/2019

THEME : LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

Durée du débat : 2h30

1 animateur : Pierre Bot, 1 rapporteur : Philippe Trennec, 6 participants

01 - Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

La grande majorité des participants souhaite qu'un rapport annuel précisant l'utilisation des impôts soit rendu public.

Un tableau retraçant l'utilisation des impôts pourrait également être joint à la feuille d'impôt sur les revenus.

L'utilisation de l'impôt, le rôle de l'impôt ainsi que des notions de fiscalité pourraient être enseignés au collège (niveau 3<sup>ème</sup>) et au lycée.

02 - Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

Certaines personnes suggèrent que tout citoyen devrait payer l'impôt sur les revenus à partir du premier euro de ressources.

Ces personnes estiment qu'il s'agit d'une question de citoyenneté et que l'appartenance à une même société doit se matérialiser par une participation à la vie de la collectivité.

L'ensemble des personnes présentes demande la suppression des impôts qui rapportent peu et dont le recouvrement coûte cher.

Les personnes présentes demandent également une révision de fond en comble de la fiscalité locale (taxe foncière, taxe GEMAPI,...).

Une personne donne en exemple les taux différents des impôts locaux entre les communes de l'île de Ré.

03 - Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout ? :

- Réduire la dépense publique
- Augmenter les impôts
- Faire les deux en même temps
- Je ne sais pas

La totalité des personnes présentes à cet atelier proposent la réduction de la dépense publique (Etat et collectivités locales).

Une personne suggère que l'Etat devrait trouver de nouvelles sources d'impôts comme par exemple :

- plus taxer les transactions financières

- plus taxer les transports aériens

- plus taxer les transports maritimes

La même personne propose l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe (voitures de luxe, yachts, piscines).

04 - Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

L'unanimité des personnes présentes propose la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.

De même, il est unanimement proposé la suppression de la TVA sur les taxes figurant sur les factures d'électricité et d'eau.

05 - Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?

- Les dépenses de l'Etat
- Les dépenses sociales
- Les dépenses des collectivités territoriales
- Je ne sais pas

Un consensus se dégage pour une baisse conjointe des dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales.

Une personne propose que les conditions d'attribution de certaines dépenses sociales soient fonction des revenus de la personne mais aussi de son capital.

Il est proposé également que les allocations familiales soient calculées en fonction des revenus.

Sur ces deux derniers points, les avis des participants sont partagés.

Toutefois, l'ensemble des participants souhaite une gestion beaucoup plus rigoureuse de la Caisse d'Allocations Familiales et des organismes sociaux en général.

06 - Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?

- L'éducation et la recherche
- La défense
- La sécurité
- Les transports
- L'environnement
- La politique du logement
- Autres

Une personne propose la baisse du budget de la défense nationale et la création d'une armée européenne ce qui permettrait de mutualiser ces dépenses entre les pays de l'Union Européenne.

Des économies pourraient être réalisées en supprimant beaucoup de doublons entre les missions exercées par les différents collectivités territoriales (commune, communauté de communes, département, région).

Plusieurs personnes indiquent que les transferts de compétence et les regroupements d'activité au sein d'une même collectivité, qui auraient du générer des économies ont été, au contraire, source d'augmentation de dépenses.

Ainsi, une personne fait remarquer que sur l'île de Ré, le regroupement de l'activité tourisme au sein de la communauté de communes n'a pas généré une baisse de la dépense publique de cette activité.

Cette observation est approuvée par l'ensemble des participants.

Une personne suggère que le regroupement de communes pourrait permettre la baisse de dépenses publiques.

07 - Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous...

- Reculer l'âge de la retraite
- Augmenter le temps de travail
- Augmenter les impôts
- Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales. Lesquelles ?
- Autres

Une personne suggère l'augmentation du temps de travail.

Deux personnes proposent de refiscaliser les heures supplémentaires.

Plusieurs personnes présentes souhaitent revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales et surtout qu'un contrôle plus serré et plus régulier soit effectué dans l'attribution de ces aides.

08 - Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

Plusieurs participants suggèrent qu'une information plus importante via les CCAS ou certaines associations soit faite afin que les personnes pouvant bénéficier d'avantages sociaux aient connaissance de leurs droits.

Un consensus se fait sur la protection de la petite enfance, des séniors en situation d'entrer dans un EHPAD, des femmes seules avec des enfants et des personnes handicapées.

Pour cette dernière catégorie de personnes, l'accent est mis sur les enfants handicapés, les aides sociales dont ils peuvent bénéficier ainsi que les structures d'accueil.

09 - Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

A l'unanimité, les personnes présentes ne veulent pas plus d'impôts mais une meilleure utilisation de l'impôt et plus d'efficacité dans leur utilisation.

10 - Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?

- Oui
- Non

L'ensemble des participants est contre le paiement d'un impôt de ce type, estimant que le financement de dépenses nouvelles doit se faire par le biais d'économies.

11 - Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Les personnes présentes à cet atelier sont unanimement favorables au prélèvement à la source.

Plusieurs personnes estiment qu'un nettoyage doit être fait dans les niches fiscales.

Une personne propose la suppression du Conseil Economique et Social ce qui générerait des économies dans la dépense publique.

*Un participant est pour la C S G initiée jadis par Michel Rocard. Dans un pays en déficit, endetté, à la balance commerciale déficitaire ; pourquoi faire tout reposer sur les travailleurs actuels alors que les anciens, dont je suis, sont responsables des déplorables situations actuelles dues au laissez aller de 30 ou 40 ans*

Puis un débat sur l'ISF s'instaure.

Une personne indique qu'elle est contre l'ISF, que lorsqu'on a payé tous nos impôts, il est normal qu'on puisse disposer du reste de son patrimoine sans que celui-ci soit de nouveau ponctionné.

D'autres personnes indiquent que l'assiette de l'ISF devrait être étendue à « l'argent qui dort ».

Plusieurs personnes suggèrent le regroupement voire la suppression des agences nationales ou de certaines commissions.

L'ensemble des participants propose un meilleur suivi des préconisations faites par la Cour des Comptes dans son rapport annuel.